

Nouvelles locales du jeudi 15 avril 2010

@rib News, 16/04/2010 | Justice- Le ministre de l'Intérieur Allain Guillaume Bunyoni vient de saisir la justice burundaise sur les déclarations du président de l'Olucome Gabriel Rufyiri. Selon le ministre de l'Intérieur, Gabriel Rufyiri a proposé du projet de loi sur les avantages et indemnités des corps de défense et de sécurité. Selon le ministre Bunyoni, ces déclarations n'avaient d'autres objectifs que de causer des émeutes dans les rangs des militaires et soldats du Cependard. Cependant, le président de l'Olucome ne semble pas désarmer devant le ministre de l'Intérieur. Rufyiri affirme en effet que les déclarations qu'il a faites sont fondées sur des faits et surtout sur le projet de loi qui était en cours dans la commission de défense et sécurité. Il révèle en plus le plan d'intimidation à son endroit. Il dit qu'un mandat serait même déjà signé par le procureur de la République. Il justifie cela par le retard de recevoir une copie des plaintes du ministre alors qu'il a en le droit. (Rpa/Isanganiro)

- Le procès des militaires accusés d'avoir voulu organiser la mutinerie générale contre les hauts gradés des militaires repris à Bujumbura. Comme la partie civile l'avait demandé, le chef d'Etat Major des Forces de défense nationale doit se présenter devant l'auditorat militaire pour monter le rôle principal des ces militaires dans la mutinerie. Cependant le Général Niyombare n'a pas comparu, ce qui a renforcé le doute dans ce procès. (Rpa) | Politique- Le représentant l'Assemblée du parti Cndd (Opposition) en province de Karusi à l'est du pays vient de refuser à l'administration de la commune Ka de payer 2000F pour avoir l'attestation de résidence. Selon Alphonse Rirangira, faire payer la population cette somme non reconnue par les textes juridiques burundais est une façon de voler la population déjà meurtrie par la pauvreté.

D'après le représentant l'Assemblée du parti Cndd à Karusi, même des procédures judiciaires vont suivre pour décourager jamais cette attitude que certains administrateurs sont en train de développer. Il annonce en définitif la volonté de certains administrateurs de limiter les membres des partis politiques de l'opposition de se présenter aux communales prochaines. (Abp)- Selon le Chef de cabinet au ministère de l'Intérieur, Aimé Nkurunziza, cette attestation ne coûte que 300F seulement. Selon ce cadre du ministère de l'Intérieur, des sanctions seront prises à l'encontre de ceux qui agissent contrairement à l'ordonnance ministérielle de 1997, qui fixait le coût de cette attestation pour les nationaux à 300F uniquement. (Rpa)-

Quatre personnes sont détenues dans les cachots de Gitega pour des raisons politiques. Selon le président du parti Frodebu dans cette province du centre du pays, deux membres de son parti sont enfermés dans les cachots de la police pour avoir refusé d'aller animer dans un meeting du parti au pouvoir le Cndd-fdd. Ces deux personnes tambourinaires du parti Frodebu ont refusé de faire plaisir au parti au pouvoir et sont allés faire des animations dans leur parti le Frodebu, ce qui a irrité certains membres du parti présidentiel. Une autre vieille femme de 60 ans membre du parti Frodebu se trouve dans les cachots de la police à Giheta. Immaculée Nahigombeye est accusée d'avoir insulté un député de cette circonscription du nom de Norbert Ndiwokubwayo du Frodebu Nyakuri, une dissidence du parti Frodebu. La 4^e personne est un mobilisé membre du Msd. Il est accusé d'avoir organisé des rencontres avec les policiers et six d'entre eux ont déjà comparu devant le procureur de Gitega. Des sources sûres affirment que son dossier judiciaire serait en cours de confection. (Rpa)-

La cohabitation pacifique entre les partis politiques de différentes tendances à Kirundo reste à désirer. Trois membres des Fnl résidant à Kabanga en commune de Busoni vivent depuis plus de 30 jours en cachette par peur d'être arrêtés par les jeunes Imbonerakure du Cndd-fdd. Ces trois personnes disent avoir saisi le responsable collinaire de Kabanga et Muvyuko où ils résidaient avant de fuir mais celui-ci n'a même pas agité. Selon les responsables du parti Cndd-fdd, tout est rose et aucun incident n'est à signaler. (Abp) | Sociétés- Démobilisés anciens combattants des Fnl ont fait un sit-in devant le bureau national de démobilisation. Selon l'un d'eux, les échéances électorales approchent alors qu'ils n'ont pas encore reçu leur frais de démobilisation. Ils disent déterminer à causer des troubles pendant les élections si jamais leur problème n'est pas résolu. Selon le chef du programme de démobilisation de ces anciens combattants, toutes les étapes sont passées et leurs frais de démobilisation seront versés très prochainement. (Rpa/Isanganiro/ Bonesha) -

Plusieurs centaines d'hectares de cultures vivrières ont été ravagées par des chenilles légionnaires en province de Muyinga. Selon la direction provinciale de l'agriculture dans cette partie du pays, les communes les plus touchées sont Giteranyi, Muyinga et Gasorwe. Les cultures visées sont le haricot, le riz, la patate douce, le sorgho ainsi que les champs maraîchers. C'est la deuxième fois depuis 2004 que ces chenilles attaquent les cultures dans cette province du nord du Burundi. (Abp) | Sécurité- La représentante de Human Right Watch au Burundi Neela Joy Ghoshal semble être préoccupée par les violences pré-électorales qui ne cessent de monter ces derniers jours entre les membres des partis politiques. Ces affrontements, selon le HRW sont signalés entre les membres du Fnl et du Cndd-fdd. Cette organisation des droits de l'homme dénonce l'attitude de la police de rester bras croisés devant ces situations de violation des droits de l'homme. Dans un communiqué rendu public ce jeudi, cette organisation demande à la police d'intervenir et de prendre au même pied d'égalité tous les protagonistes d'un conflit. Il se réfère à l'arrestation des membres du Fnl qui a suivi les affrontements les ont opposés au Cndd-Fdd à Kinama ce week-end alors que les membres du Cndd-Fdd ne sont pas inquiétés. (Rpa/Isanganiro/Bonesha)